

Digital: Les premiers balbutiements de l'ADD

- Une mise en marche tardive pointée par les opérateurs
- Othman El Ferdaous défend le projet devant l'Apebi
- Digital Lab, Smart Factory, PME Digital... Les chantiers en cours



Face aux critiques sur le démarrage de l'ADD, Othman El Ferdaous, secrétaire d'Etat chargé de l'Investissement, a présenté la feuille de route de l'Agence devant les membres de l'Apebi (Ph. F.A.I Nassser)

LE lent démarrage de l'Agence de développement digitale (ADD) laisse perplexes les opérateurs, donnant libre cours à de nombreux questionnements. Serait-ce une coquille vide? Aurions-nous du mal à trouver le candidat valable pour piloter ce projet? S'interrogent quelques professionnels du secteur.

Face à la polémique, Othman El Ferdaous, secrétaire d'Etat chargé de l'Investissement, a défendu le projet. Il a décliné les détails de la mise en marche de l'Agence lors de l'Assemblée générale de la Fédération des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring (Apebi), à Casablanca. «Depuis la tenue de son premier conseil d'administration de création en décembre 2017, l'ADD a travaillé sur la préparation de ses textes constitutifs, à savoir son

désormais par le Roi.

En attendant, le chef de gouvernement Saadeddine El Othmani a présidé, le 18 janvier, le conseil d'administration de l'Agence. Cette réunion a passé au crible les différents chantiers lancés ainsi que le plan d'action 2019. Les projets initiés en 2018 sont au nombre de quatorze en plus de l'écosystème de l'Intelligence Artificielle (IA). Ils comprennent les différents projets de transformation numérique au sein des services publics, pour les entreprises et les startups, mais aussi pour les citoyens. Ils sont répartis en 4 axes qui émanent de la stratégie Maroc Digital, à savoir: Smart Gouvernement, Ecosystème digital et

innovation, Inclusion sociale et développement humain et Environnement et confiance digitale.

Pour l'année en cours, l'accent sera mis sur le Digital Lab. Un appel d'offres sera lancé pour la mise en place de cette structure ainsi que le développement des premiers cas d'usage. «La modernisation du secteur public sera pilotée par le Digital Lab», indique une source proche du dossier. Pour accompagner la création d'un écosystème digital et innovation, la nouvelle feuille de route englobe l'usine digitale appelée «Smart Factory». Cette dernière permettra de promouvoir l'usage du digital au sein des PME industrielles. Autre chantier, le «Digital PME». Il s'agit d'un package incluant un audit digital en ligne, des solutions clés en main et un programme de financement et de transformation numérique. Une action qui sera menée conjointement avec Maroc PME. □

Tilla EL GHOUARI

Apebi: «Il faut élargir la formation d'informaticiens»

LA Fédération des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring (Apebi), a tenu, jeudi dernier, son Assemblée générale. Elle compte aujourd'hui près de 200 adhésions, et a, à son actif, une dizaine d'événements nationaux et internationaux. En 2018, la Fédération a aussi créé un nouveau pôle pour les startups, piloté par Mehdi Alaoui, CEO de Lafactory. Cela a permis l'adhésion d'une cinquantaine de startups.

Côté ressources humaines, la Fédération souhaite faire face à la panne de compétences en IT dont pâtit son secteur depuis un peu plus de deux ans. «La solution la plus intelligente est d'élargir la formation et la conversion des diplômés scientifiques en attente d'emploi aux métiers de développement informatique», souligne Saloua Karkri Belkeziz, présidente de l'Apebi. Ainsi, la Fédération compte mettre en place un certificat de qualification professionnelle qui formera 500 développeurs en nouvelles technologie par mois, soit 6.000 par an.

Pour ce qui est de la régionalisation, une rencontre a été organisée avec le maire de Fès afin d'étudier les modalités d'ouverture d'un Technopark dans la ville. Ce dernier se concentrera sur le digital afin de mobiliser les jeunes de la région. □

règlement de marché, son budget, son organigramme, son règlement de gestion déléguée de services publics, son statut du personnel», explique Khoulood Abejja, directrice par intérim de l'Agence. A fin 2018, 35 personnes ont été recrutées, dont 60% de femmes. La nouvelle équipe est composée de profils jeunes (moyenne d'âge 30 ans), avec une représentation régionale importante (9 régions). Pour de nombreux observateurs, l'ADD a, au-

Il ne manquerait plus que la désignation d'un directeur pour piloter l'Agence. Une étape qui tarde encore à venir vu les derniers changements opérés récemment. En effet, un dahir modifiant la loi organique 02.12, publié le 17 janvier dernier au Bulletin officiel, a inclus l'Agence de développement digitale dans une nouvelle liste d'établissements et entreprises publics stratégiques (voir page 31). La nomination du nouveau directeur se fera